Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Mazan-Carpentras, Une nouvelle voie partagée pour promouvoir le vélo



Cette nouvelle liaison, créée pour promouvoir le vélo entre Mazan et Carpentras, relie des centres d'intérêts comme les écoles, le travail, les commerces, les loisirs et les lieux de démarches administratives. Elle se situe Chemin d'Embanay, sur un trajet de 5 km, qui accueille quotidiennement 2 250 véhicules.

La Ville de Mazan, La CoVe et le Département de Vaucluse ont pensé à cette voie partagée, dont une partie se déroule en voie verte –5 km et moins de 20 minutes en vélo- pour proposer une alternative à la voiture, aux habitants de Mazan, dans le cadre de leurs activités quotidiennes comme se rendre au travail, dans les établissements scolaires, les commerces, les services publics, le pôle santé, les pôles d'échanges multimodaux…

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026



le jour de l'inauguration, des cyclistes partant en même temps de la place de la mairie à Mazan, et dans l'autre sens du lycée JH Fabre à Carpentras, se sont rejoints sur le chemin d'Embanay à Carpentras, devant le Domaine des Cambades, pour la cérémonie d'inauguration Copyright CoVe Communication

Les chiffres

Le coût des travaux est de presque 1,320M€ -1 319 882M€ pour être précis. La Ville de Carpentras est intervenue à hauteur de plus de 717 000€ ; le Département de Vaucluse pour plus de 267 000€ ; la Ville de Mazan pour presque 243 000€, tous pour les travaux de voirie et la CoVe pour presque 93 000€ au titre de la signalétique au sol et des panneaux. Les subventions sont intervenues pour l'Etat à hauteur de plus de 415 000€ ; la Région Sud pour plus de 216 000€ et la CoVe au titre des fonds de concours versés aux communes pour presque 192 000€.

Les travaux

Les travaux ont débuté en février 2025 pour une mise en service de la voie en juin. Les travaux ont concerné 5 km de voierie partagée et le marquage au sol, 15 intersections, 12 panneaux de balisage informatif itinéraire cyclo et 8 ralentisseurs.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Schéma directeur vélo

Cette liaison cyclable Mazan-Carpentras est le 1er itinéraire mis en service dans le cadre du schéma directeur vélo de la CoVe –Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin- et du Plan climat. Il vise à diminuer la pollution atmosphérique et préserver le cadre de vie, avec trois objectifs : répondre aux besoins de déplacement utilitaire en vélo, créer un environnement sécurisé et développer un moyen de déplacement alternatif aux modes motorisés. Le projet global vise à l'aménagement d'un maillage de 262 km intercommunal et interconnecté, dont 238 km sur le territoire de la CoVe.



Inauguration de la voie partagée par les élus Copyright CoVe avec, entre autres, Corinne Testud Robert conseillère départementale ; Serge Andrieu maire de Carpentras, J acqueline Bouyac présidente de la CoVe,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Éric Pierrat nommé sous-préfet d'Apt



Éric Pierrat a été nommé sous-préfet d'Apt. Il succède à Christine Hacques qui était sous-préfète depuis août 2020 et qui devient sous-préfète de Nyons, dans la Drôme.

Il va quitter les Bouches-du-Rhône pour le Vaucluse. Éric Pierrat a été nommé sous-préfet d'Apt, par décret du président de la République du 5 juin, publié au Journal officiel le 6 juin, pour une durée initiale de trois ans.

Ce commissaire de police à Salon-de-Provence n'en est pas à son coup d'essai puisqu'il a déjà été sous-préfet par le passé, à Thiers dans le Puy-de-Dôme de 2003 à 2005. Il a ensuite été conseiller économique de l'ambassade française à New Delhi en Inde avant de revenir en France et d'exercer différentes fonctions. Ce n'est qu'en 2022 qu'il entre à l'École nationale supérieure de la police puis devient commissaire de police.

C'est sous un soleil de plomb que le nouveau sous-préfet d'Apt devrait prendre ses fonctions le mardi 1er juillet prochain et assurer la représentation de l'État dans les 57 communes qui composent l'arrondissement d'Apt.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Christine Hacques quitte la sous-préfecture d'Apt

Rencontre avec Thibault de Cacqueray, nouveau directeur de cabinet du préfet de Vaucluse



Thibault de Cacqueray est le nouveau directeur de cabinet de Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse. Auparavant en poste à la Cour des comptes à Paris en tant qu'auditeur à la 4e

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

chambre en charge des domaines de la sécurité, de la défense, des affaires étrangères et de la justice, il succède à Vincent Naturel nommé à la préfecture de police de Paris. Rencontre avec celui qui devient aussi sous-préfet du département.

A 31 ans, Thibault de Cacqueray vient de prendre ses fonctions de directeur de cabinet et de sous-préfet du département de Vaucluse. Si ce dernier a fait ses armes dans 'la préfectorale' du côté des Alpes-Maritimes dans le cadre de ses stages de l'ENA (promotion Molière 2018-2019), il reconnaît qu'il ne connaît pas particulièrement le Vaucluse même s'il est « très heureux de rejoindre le département ».

Un habitué des relations avec les collectivités locales

Originaire d'Agen et ayant grandi à Paris dans le XVIIIe arrondissement, il a travaillé avec Jean Castex lorsque que ce dernier était 'Monsieur déconfinement' puis ensuite lorsque ce dernier a été désigné Premier ministre. Thibault de Cacqueray était alors Conseiller territoires en relation tout particulièrement avec les collectivités.

« Lorsqu'il a été nommé Premier ministre, confirme le nouveau directeur de cabinet, il m'a effectivement emmené avec lui comme conseiller pour les relations avec les collectivités territoriales, la décentralisation, la ruralité, la politique de la ville, les sujets de territoires… On suivait des dossiers très locaux, des sujets qui lui étaient remontés lors de déplacements, pour lesquels il pouvait prendre des engagements, des sujets d'infrastructure. »

« A l'échelle de ma courte carrière à Matignon, mais j'ai énormément travaillé avec les élus. J'ai donc l'expérience des projets locaux qu'on doit mener à bien de manière partenariale entre l'État et les collectivités. »

C'est durant cette période, qu'il tissera tout particulièrement des liens avec Jean Castex qui a occupé le poste de secrétaire général de la préfecture de Vaucluse de 1999 à 2001. « Il a été particulièrement touché par le décès d'Eric Masson. Il est resté très attaché au Vaucluse et m'a dit que j'arrivais dans un formidable département. »

> « J'avais très envie de repartir dans des fonctions opérationnelles sur le terrain. »
>
> *Thibault de Cacqueray, directeur de cabinet du préfet de Vaucluse*

Ensuite, Thibault de Cacqueray rejoint la Cour des comptes il a « travaillé essentiellement sur des sujets de sécurité ». A ce titre, cet amateur de sport (il a fait partie des 300 spectateurs à avoir assisté à l'un des derniers matchs d'Arles-Avignon en ligue 2 au parc des sports en 2015 contre Créteil-Lusitanos avant la liquidation du club pro provençal !) a contribué à la rédaction d'un rapport sur les forces de police à Marseille et 'planchera' également sur les forces mobiles, les lycées militaires ainsi que plusieurs sujets régaliens.

« J'avais très envie de repartir dans des fonctions opérationnelles sur le terrain et donc de rejoindre une préfecture », précise-t-il pour expliquer son arrivée dans le Vaucluse. J'ai demandé un département qui aurait à la fois des enjeux importants pour un poste de directeur de cabinet et qui offrirait également un cadre agréable. Donc là, j'ai été vraiment servi, puisque quand j'ai appris que je partais dans le Vaucluse,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

cela a été une très bonne nouvelle. C'est un département très contrasté entre la vallée du Rhône et les zones montagneuses. »

Lutte contre que les narcotrafics et les violences intrafamiliales

Dans la lignée du préfet actuellement en place, le nouveau directeur de cabinet sait à quoi s'attendre en Vaucluse : « En travaillant sur la police à Marseille, on sait que les enjeux liés au narcotrafic et à la délinquance sont importants », reconnait-il.

« Depuis que je suis arrivé, j'ai pu voir l'importance de ce phénomène ainsi que du nombre de points de deal qui demeurent, poursuit-il. J'ai aussi pu constater la mobilisation totale de la police, des services de l'État, mais aussi de la gendarmerie, puisque sur une cinquantaine de points de deal, il y en a près d'un tiers qui sont en zone gendarmerie. »

Vaucluse : l'Etat ne veut rien lâcher face aux narcotrafiquants

Dans ce cadre, les actions de police administrative, avec les fermetures d'épiceries qui servent au blanchiment, devraient s'intensifier, tout particulièrement dans le secteur de la rue Thiers à Avignon. « Des épiceries de nuit qui 'pourrissent' également la vie des riverains par des troubles à l'ordre public et par des fermetures tardives. »

« J'ai appris en arrivant ici que les violences intrafamiliales étaient aussi extrêmement importantes, confie ce jeune marié sans enfant. Le directeur de cabinet précédent m'a dit que chaque nuit, lorsqu'on lui donnait la synthèse, au petit matin, il y avait 4 à 5 faits de violences intrafamiliales qui lui étaient rapportés. Donc, là aussi, ce sera un axe d'effort. »

> « Il suffit de regarder la carte pour voir que c'est un département assez original. »

Concernant les particularités de ce département, avec une enclave dans la Drôme et un chef-lieu unique agglomération française à s'étendre dans 3 départements, 2 régions et 2 zones scolaires, Thibault de Cacqueray reconnaît qu'il suffit de regarder la carte pour voir que c'est un département assez original. Avec toute la population qui est un concentrée sur la partie ouest et la vallée du Rhône. C'est aussi quelque chose que l'on m'a tout de suite décrit avec un bassin de vie qui est à cheval sur 3 départements. C'est quelque chose que je prends en compte et que je vais vite découvrir à mon avis. Et les complexités des grands projets comme ceux de la LEO, j'en avais aussi eu vent à Matignon. »

> « Les complexités des grands projets comme ceux de la LEO, j'en avais aussi eu vent à Matignon. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Etre à l'écoute des revendications agricoles

Avec ses origines Lot-et-Garonnaise, le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse avoue être particulièrement à l'écoute des revendications du monde agricole.

« Nous sommes dans un département très agricole et viticole, donc évidemment, nous serons à la fois à l'écoute des revendications tout en faisant en sorte que ces mouvements se passent le plus paisiblement possible. Nous serons là pour faire remonter les revendications et maintenir un dialogue permanent. Le préfet le fait lui-même mais je serai en appui pour aller en première ligne s'il me le demande. »

A peine arrivé, le nouveau directeur de cabinet a aussi dû faire face à la mise en place du plan grand froid en Vaucluse avec l'ouverture d'un centre d'hébergement exceptionnel à Avignon notamment.

Autre dossier brulant : la sécurité routière avec un mauvais bilan en 2024. Il y a ainsi eu 41 morts sur les routes de Vaucluse contre 28 en 2023 (dont 37% de 2 roues motorisés). Là encore, il annonce une mobilisation des services de l'Etat pour lutter contre ce fléau.

Laurent Garcia

Les missions de Thibault de Cacqueray

Collaborateur direct du préfet, le directeur de cabinet assiste ce dernier dans sa responsabilité du maintien de l'ordre public et de la sécurité sur l'ensemble du département. Il a pour missions essentielles : la lutte contre la délinquance, la protection des populations, le suivi des affaires réservées, notamment les relations avec les cabinets ministériels, et le pilotage de la stratégie de communication de l'État dans le département.

Il est l'interlocuteur direct de la police nationale, de la gendarmerie nationale, du SDIS, du SAMU, de l'autorité militaire, de l'autorité judiciaire et des services du ministère de la Justice.

Il s'attache à promouvoir les politiques de l'État dans le département en entretenant d'étroites relations avec les élus, les entreprises, les syndicats et le monde associatif.

Pour exercer ses missions, le directeur de cabinet a sous son autorité :

– La direction des sécurités qui suit les questions relatives à l'ordre public, aux polices administratives, à la prévention de la délinquance, à la prévention de la radicalisation, à la sécurité routière, ainsi qu'à la défense du territoire et à la protection des populations.

– Le Bureau de la représentation de l'État et de la communication interministérielle (BRECI) qui suit les affaires réservées, les décorations, la vie politique et élabore la stratégie de communication de l'État dans le département.

– La déléguée aux droits des femmes.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Vaucluse : l'Etat ne veut rien lâcher face aux narcotrafiquants



Pour cette année 2025, Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse, entend que l'action de l'Etat dans le département se focalise tout particulièrement sur 3 axes : la sécurité, la solidarité et la transition écologique.

« Contre la délinquance, contre ceux qui pourrissent la vie des habitants de nos villes, de nos bourgs et de nos villages, nous ne lâcherons rien », a affirmé sans ambages Thierry Suquet, préfet de Vaucluse lors de ses vœux 2025.
Faisant notamment allusion à l'incendie des véhicules de police au commissariat de Cavaillon dans la nuit du 8 au 9 octobre derniers, le plus haut représentant de l'Etat dans le département a rappelé que ce type de menace ne faisait que renforcer la détermination de l'ensemble des services de l'Etat dans sa lutte contre les narcotrafiquants.

Multiplication des fermetures administratives
« Vous pouvez compter sur moi, les services de la préfecture, les services de police et, je le sais, l'ensemble de la justice pour continuer à se mobiliser sur ce sujet, a-t-il poursuivi. A maintenir la pression

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

sur les points de deal et mobiliser l'ensemble des leviers qui sont à notre disposition. C'est dans ce cadre-là que nous avons largement renforcé nos contrôles sur les pseudo-commerces suspectés d'être liés à ces trafics, qui font appel au travail et à l'immigration clandestine, qui permettent, probablement, le blanchiment d'argent. Nous avons multiplié les fermetures administratives et, là aussi, face à des adversaires qui connaissent les lois aussi bien que nous, nous utilisons tous les leviers en parfaite connaissance de cause. Cet enjeu de sécurité ne concerne pas que nos centres-villes. Vous le savez, la violence s'étend aussi dans les villages, elle s'ancre dans le monde rural et le Vaucluse ne fait pas exception. »

> « Avoir un titre de séjour, ce n'est pas un passe-droit pour commettre des délits. »
>
> *Thierry Suquet, préfet de Vaucluse*

« Enfin, en matière de sécurité, nous devons être intransigeants vis-à-vis des personnes étrangères qui viennent troubler l'ordre et la sécurité publique, prévient le préfet de Vaucluse. Nous sommes engagés, en lien avec les forces de l'ordre, dans un travail méticuleux qui nous permet de systématiquement étudier les infractions commises par des personnes étrangères et, quand elles sont en situation irrégulière sur notre territoire, de les raccompagner aux frontières et de rendre effectives les mesures d'éloignement prises à leur encontre. De la même façon, les étrangers en situation irrégulière mais délinquant ne peuvent pas se soustraire aux lois de la République. Avoir un titre de séjour, ce n'est pas un passe-droit pour commettre des délits. »

De l'affaire Pelicot aux questions des violences intrafamiliales

Avec l'affaire Pelicot, le Vaucluse a également était pendant 4 mois sous les feux de l'actualité avec la présence des médias du monde entier.

« Au-delà du défi médiatique et sécuritaire que cet événement historique a représenté, il nous a fallu être à la hauteur du retentissement social qui l'a engendré. Cela nous rappelle que même chez soi, chacun et chacune doit se sentir protégé, et que l'intégrité physique et morale de tous est un droit qui doit être absolument respecté, insiste Thierry Suquet. Je souhaite que nous soyons ensemble tous mobilisés sur la question des violences intrafamiliales ainsi que la défense des victimes. Je salue l'accompagnement des victimes aujourd'hui par les services de police et de gendarmerie. »

> « Ce qui fait la dignité humaine, c'est de pouvoir vivre de son travail. »

La solidarité pour autre priorité

Outre la sécurité, Thierry Suquet a souhait aussi rappelé que la solidarité constituait un des autres axes fort de l'action de l'Etat dans le Vaucluse.

« Cette année, la loi pour le plein emploi a enclenché des transformations importantes et une réorganisation profonde des politiques de l'emploi, explique-t-il. Nous nous sommes profondément mobilisés sur les six derniers mois de l'année pour mettre en œuvre cet objectif de plein emploi en

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

installant le comité départemental pour l'emploi, en le déclinant avec les comités locaux. Cette nouvelle dynamique, nous souhaitons qu'elle soit forte parce que nous pensons vraiment que l'emploi est un levier d'émancipation puissant, probablement le premier. Il n'est pas le seul, mais ce qui fait la dignité humaine, c'est de pouvoir vivre de son travail. »

Le défi de la transition écologique

Evoquant les enjeux environnementaux, le préfet de Vaucluse a tenu également à rappeler qu'il fallait veiller « à ce que la transition écologique et énergétique n'exclue pas les plus faibles de notre société. Cette transition écologique représente un défi majeur qui nous contraint à une action globale, commune et de long terme qui nous impose de voir un peu plus loin que nos échéances et nos annualités budgétaires. La transformation inéluctable de notre territoire doit être accompagnée et anticipée pour limiter les risques. »

L'agriculture vauclusienne en première ligne

L'adaptation de l'agriculture locale à ces problématiques constitue d'ailleurs un des axes majeurs de ces enjeux. Pour cela, la région Paca et le département ont été intégré dans un plan du ministère de l'Agriculture afin d'être accompagné dans la mise en place de logique de filière.

« Nous avons un premier projet purement Vauclusien qui sera labellisé en aires agricoles de résilience climatique dans les prochains jours, annonce Thierry Suquet. Cela permettra aux filières impliquées d'accéder à certaines aides pour rendre plus résiliente notre agriculture dans une logique d'atténuation du choc climatique et d'adaptation. Pour atteindre cet objectif nous devons aussi préserver notre ressource en eau, améliorer notre réseau d'irrigation et garantir la qualité de l'eau tant dans nos réseaux que dans nos rivières. »

La bonne gestion de l'espace de lutte contre l'artificialisation des terres s'inscrit aussi dans ces réflexions environnementales. « Au-delà des interrogations légitimes sur zéro artificialisation des terres, le vrai sujet que nous avons c'est la reconquête de nos centres vides, la reconquête de nos centres gourds et ça nous n'y couperons pas à l'avenir. »

De grands moments à venir

Enfin après avoir évoqué le 80e anniversaire de la Libération en août dernier ainsi que le passage de la flamme olympique le 19 juin en Vaucluse, le préfet annonce d'autres grands moments à venir pour le département.

« Il y aura Avignon Terre de Culture 2025 et le passage du Tour de France au Ventoux en juillet sans oublier bien sûr les Festival d'Avignon ou bien encore les Chorégies d'Orange. Autant d'événements qui donnent à notre territoire son dynamisme culturel, sa typicité et sa visibilité importante, se réjouit Thierry Suquet. Cela génère des moments de célébration et de convivialité dont nous avons tous besoin. »

La base aérienne d'Orange doit être une fierté pour le Vaucluse

« L'année 2025 sera marquée aussi par un événement d'ampleur, annonce le préfet. C'est l'ouverture au public de la base aérienne 115 d'Orange les 28 et 29 juin prochains. C'est la grande journée de l'aviation avec véritablement la possibilité de présenter au public les missions et les métiers de l'armée de l'air et de l'espace mais aussi pour mettre en évidence les enjeux autour de l'arrivée des rafales sur la base aérienne et le lien qui peut exister entre cette arrivée, le développement économique et l'aménagement

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

du territoire. L'accueil de nos militaires et des nouveaux escadrons doivent devenir une fierté pour notre département. »

Salon des maires de Vaucluse : « Après les gilets jaunes, les écharpes tricolores ? »



Alors que l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), et le salon des collectivités qui l'accompagne ont accueilli un millier de visiteurs, l'absence de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse convoqué à Paris par Bruno Retailleau avec l'ensemble de ses homologues de l'Hexagone pour une réunion avec le ministre de l'Intérieur, a été particulièrement mal perçue par les maires.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Beaucoup d'élus locaux et peu d'Etat, beaucoup de questions et peu de réponses, beaucoup de colère et peu d'écoute… tels pourraient être les maître-mots de la vision qu'ont nos maires de leur rapport avec un Etat 'parisien' qu'ils considèrent de plus en plus éloigné des territoires.

C'est Cécile Helle, maire d'Avignon qui a pris la parole pour accueillir tous les maires de Vaucluse pour cette première de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) au parc des expositions.
« D'habitude, nous nous réunissions à Monteux. C'est nouveau de nous retrouver à Châteaublanc, à quelques jours du Congrès des Maires à Paris. Cette année le thème est 'Les communes, heureusement!'. C'est une forme de reconnaissance pour la République décentralisée que sont nos villes et villages. Dans ces périodes d'incertitude, de crise, c'est une évidence pour les citoyens, une proximité. Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. Elles sont le premier des services publics, parfois le seul. Ce sont elles qui maintiennent les écoles, les équipements socio-culturels, le mouvement sportif, on l'a bien vu pour le passage de la flamme Olympique dans le Vaucluse le 19 juin. Elles sont un amortisseur social après la crise sanitaire, l'inflation, la flambée des prix de l'énergie, les citoyens se tournent vers les maires, c'est l'échelon le plus proche de leur protection, du renforcement du lien, du vivre ensemble. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. »

Cécile Helle, maire d'Avignon

« On voit bien dans nos territoires que le changement climatique est une réalité, il frappe le monde agricole qui est un des piliers essentiels de l'économie du territoire. Nous avons aussi vu ces derniers jours chez nos voisins espagnols de Valence à quel point la Méditerranée est vulnérable », ajoute Cécile Helle, qui par ailleurs est géographe de formation.
« S'il n'y a pas de respect, de confiance, de soutien de la part de l'Etat, on verra, dans 5 ans, 10 ans, 20

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

ans à quel point la République sera fragilisée. Or là, nous n'avons aucune visibilité sur les budgets. Quel impact sur nos investissements, notre fonctionnement avec des ponctions de l'Etat de 5M€ sur les collectivités locales? Nous ne pouvons pas travailler sereinement quand on doit éponger le déficit de l'Etat dont nous ne sommes pas responsables. Nous ressentons un sentiment d'injustice alors que tous nos budgets, eux, sont en équilibre à l'euro près. »

Elle poursuit sa diatribe : « Pour Avignon, cela représente 3,6M€ sur les 150M€ de notre budget de fonctionnement. Que faire? Refermer la Médiathèque Renaud-Barrault de la Rocade que nous venons de rouvrir après l'avoir rénovée à grands frais, virer les 18 agents municipaux qui y travaillent avec les conséquences sur l'emploi et sur leurs familles que cela implique? Nous avions baissé le tarif des cantines scolaires, devons-nous y revenir? Tout ce que je demande c'est le respect et le soutien de l'Etat ».

> « Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. »
>
> *Max Raspail, maire de Blauvac*

Après Cécile Helle, c'est un autre maire qui prend la parole, celui de Monteux, Christian Gros, qui d'habitude accueillait jusqu'alors l'assemblée générale des maires de Vaucluse chez lui, au Château d'eau. En l'absence de Max Raspail souffrant, maire de Blauvac et conseiller départemental, il a lu sa lettre : « Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. On demande un peu de respect, sinon on va aller à la pêche ou jouer à la pétanque. Le découragement frappe un maire sur deux. 450 d'entre eux démissionnent chaque année, sans parler des adjoints ou des élus municipaux et 55% des sortants ne comptent pas se représenter en 2026, lors des municipales, c'est dire si le mal et la morosité ambiante sont profonds. Est-ce que l'enjeu en vaut la chandelle ? »

> « A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée. »
>
> *Christian Gros, maire de Monteux*

Christian Gros l'a ensuite martelé, comme chaque année : « A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée, nous portons notre mandat à bout de bras sans compter nos heures, avec passion et détermination. Que l'Etat protège ses élus locaux. Agressions physiques et morales, menaces, diffamation, harcèlement, pressions, il faut aller plus loin dans les sanctions ».
Il évoque ensuite le manque total de visibilité : « Gérer, c'est prévoir. Or aujourd'hui on est en plein brouillard avec les contraintes que nous impose l'Etat. Entre les coups de rabot, le grignotage de la TVA, la baisse des DMTO, la diminution des commandes dans le BTP, les plans sociaux qui vont se succéder avec leur cortège de licenciements, l'angoisse grimpe. La conjoncture géo-politique inquiète. Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau parle d'extension de pouvoirs vers les polices municipales, c'est encore un

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

transfert de charges supplémentaires pour nous. »



Christian Gros lors de la minute de silence en hommage aux élus disparus dont Marie-Josee Roig maire d'Avignon pendant 3 mandats, conseillère régionale, présidente du Grand Avignon, députée et ministre de Jacques Chirac. ©AB/l'Echo du Mardi

Christian Gros continue : « Le mieux comme le pire ne sont pas exclus. Bien sûr on sait gérer, on va le faire mais on va jouer sur la prudence, reporter des projets. N'étranglez pas nos communes. Certes il est normal de participer au redressement des finances de la France, mais qu'on arrête de nous tenir pour responsables de son déficit abyssal. On ne doit pas être la vache à lait de tous ».
Il conclut quand même sur une note plus douce : « Etre maire, c'est le plus beau de tous les mandats, mais c'est tout sauf un long fleuve tranquille. C'est une aventure humaine d'une grande richesse avec nombre de contradictions, mais nous avons tous la passion du service public chevillée au corps ».

« La colère gronde dans les campagnes. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue

C'est ensuite au président de l'association représentant 149 des 151 maires de Vaucluse (Orange et Le Pontet ne sont pas adhérents) de s'exprimer. Pierre Gonzalvez qui a salué son ex-complice à la tête de la présidence bicéphale avec Jean-François Lovisolo. « 2024 est une année particulière aussi bien pour le climat international que pour l'ambiance anxiogène. Et la France est une société qui clive au moment où la modération a du mal à se faire entendre. Que feront les maires en 2026, certains vont baisser les bras, ne pas se représenter, mais tous les autres ont une foi indéfectible dans leur mission au service des autres. »

Il continue : « Nous devons faire des économies, mais pour certains il faut que rien ne change côté dotations, subventions. On nous a parlé de simplification administrative, mais nous nageons entre PLU, ZAN, SCOT, SRADDET. Que des sigles et acronymes qui s'ajoutent les uns aux autres dans un jargon insupportable. Comment ré-industriliser sans terre disponible, comment construire des logements sociaux, des crèches, des écoles sans foncier disponible ? C'est une aberration totale : on paie chaque année des pénalités sans fin parce qu'on n'a pas la place d'édifier assez de HLM. Ou alors, certains aménageurs sans vergogne, rasent une maison au milieu d'un pré et construisent un immeuble qui bouche la vue des voisins qui se lancent dans une bataille juridique ».

Le maire de l'Isle-sur-la Sorgue évoque ensuite les problèmes de paysans qui cultivent lavande, cerise, ou vigne. « La colère gronde dans les campagnes. Ils n'ont pas été entendus depuis le Salon de l'Agriculture en mars dernier, ils vont repartir en tracteur vers les ronds-points et les préfectures. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est un Etat fort,
qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. »

Pierre Gonzalvez

Autre souci auquel sont confrontés les maires : les déserts médicaux. « Les nouveaux arrivants, dans nos communes, ne comprennent pas qu'ils n'aient pas un médecin traitant, c'est encore à nous de prendre le problème à bras le corps avec des Maisons de Santé que certains salarient, comme le fait la présidente du Conseil départemental à Avignon, Apt, Cadenet et bientôt à Sorgues ».

La liste des soucis des maires, continue avec la sécurité : « Le maire n'est pas l'alpha et l'oméga de la sécurité. Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. Certes, nous pouvons agir quand le trafic de drogue se diffuse chez nous à travers de pseudo-épiceries ouvertes toute la nuit qui provoquent embouteillages, bruits intempestifs et nuisances en tous genres pour ceux qui doivent se lever tôt le matin pour aller au travail. Mais on nous prend pour des empêcheurs de 'dealer en rond' et souvent des menaces sont proférées vers les policiers ».

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Le Département hausse le ton

Place à la présidente du Département de Vaucluse, Dominique Santoni. Elle avait déjà poussé un coup de gueule tonitruant lors de la dernière séance plénière de l'exécutif en disant que « Macron a cramé la caisse ». Cette fois, elle a martelé avec vigueur : « Paris ça suffit ! Nous nous efforçons de tenir la barre et de garder le cap. Depuis notre dernière AG, la dissolution n'a vraiment pas arrangé la situation. Et cela au moment même où les déficits de l'Etat ont explosé. Nous en avons assez d'un Etat central qui demande toujours plus aux collectivités locales en leur laissant toujours moins de moyens. Sans concertation et en ne s'appliquant pas à lui-même ce qu'il exige des autres. C'est une situation difficilement supportable et la liste est longue. Diminution de moitié de la DGF (Dotation globale de fonctionnement), perte partielle pour les communes et totale pour les départements de l'autonomie fiscale, transferts de compétences et de charges sans compensation financière, multiplication des normes et contraintes. Et voici, comme je l'ai déjà dit que l'Etat se retourne vers les collectivités locales pour renflouer ses caisses et son déficit. »

Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches

Dominique Santoni continue : « Les départements sont les collectivités locales les plus ponctionnées dans ce projet de loi de finance, 2,2 milliards €, soit 44% de l'effort pour ses dépassements. Mes collègues présidents de conseils départementaux sont remontés et en colère comme jamais. Certains ont plein d'idées pour renflouer les caisses de l'Etat, comme vendre les préfectures ou les tribunaux, propriétés de nos départements. Je vous rassure, madame la secrétaire générale (Sabine Roussely qui représentait le préfet convoqué au ministère de l'Intérieur ce jeudi), nous n'en sommes pas là dans le Vaucluse… Pas encore. »

La Présidente, exprime une fois de plus son attachement aux maires « J'ai été maire comme vous. Je sais combien les exigences et impatiences des citoyens sont de plus en plus fortes, les contraintes et pesanteurs de plus en plus lourdes, les pressions et menaces se multiplient et je vous exprime toute ma reconnaissance et ma gratitude et je reste à vos côtés comme partenaire au quotidien, vous pouvez compter sur ma présence. »

Message reçu à Matignon ?

Venu quelques jours plus tard assister à Angers aux assises des départements de France, Michel Barnier, le Premier ministre a promis de réduire significativement l'effort demandé aux conseils départementaux. Il a ainsi proposé « de réduire le taux de prélèvement prévu au titre du fonds de réserve », de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO à hauteur de 0,5 points sur 3 ans ainsi que de renoncer -à minima- au caractère rétroactif de la baisse du taux de fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). L'hôte de Matignon propose aussi d'étaler sur 4 ans, au lieu de 3, la hausse de cotisations des employeurs territoriaux à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et de rehausser les concours qui sont versés aux départements par la CNSA (Caisse

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

nationale de solidarité pour l'autonomie).

Le département sort le chéquier pour les communes

Elle a évoqué 'Vaucluse Ingénierie' devenue agence technique du département. « 139 communes ont été accompagnées pour leurs projets. Dans le même esprit, nous proposons une enveloppe de 7M€ pour Vaucluse territoires de demain (2023-2026) et de 28,5M€ pour le contrat Vaucluse Ambition (2023-2025). »

Elle revient sur les efforts à faire pour réduire les investissements : « Il faudra trouver au minimum 15M€ mais je ne sais pas encore comment je vais boucler le budget. J'ai écrit au Premier ministre pour lui demander que le Vaucluse, au même titre que le Gard, l'Aude et l'Hérault soit exempté d'un prélèvement de 2% sur ses recettes mais je n'ai pas de réponse. Quoi qu'il arrive, je compte sanctuariser l'agriculture, l'aide aux communes, recruter des médecins généralistes, conduire nos grands chantiers (déviation d'Orange, Carrefour de Bonpas), valoriser les véloroutes. Et je le répète : le fonctionnement centralisé de notre pays où tout se décide à Paris, ça ne marche plus, il est à bout de souffle. Il est temps d'en changer, de bouger les choses. »

> « Paris, ça suffit !
> Il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. »
>
> *Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse*

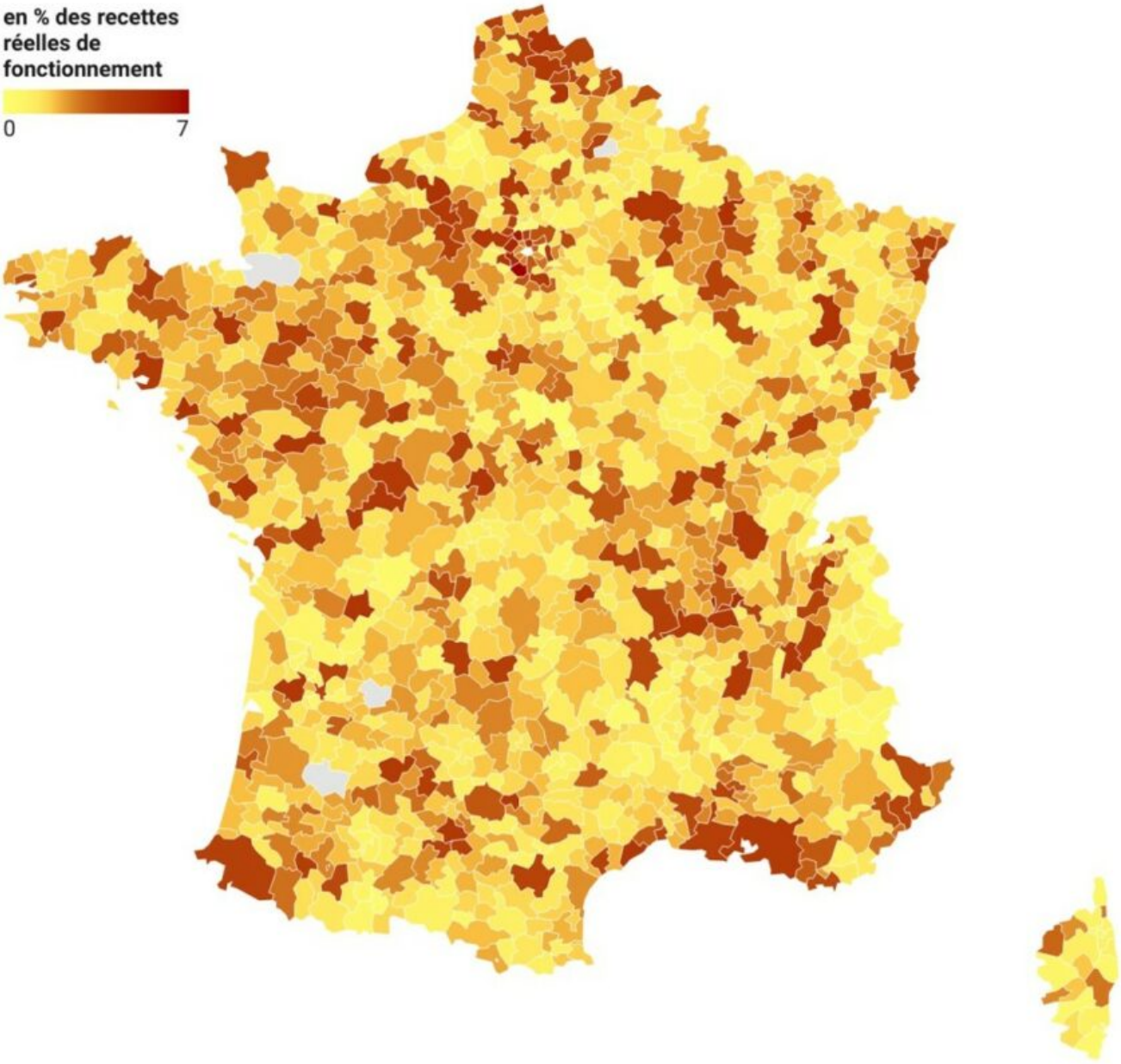
La présidente de l'exécutif vauclusien réclame alors plus de décentralisation. « Nous voyons bien qu'il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. Nous l'avons prouvé en luttant contre les déserts médicaux, en faisant revenir des allocataires du RSA dans le monde du travail, en construisant plus vite et davantage de logements sociaux, en installant la fibre et le haut-débit sur tous nos territoires, notamment ruraux grâce à Vaucluse Numérique. Pour cela nous devons jouir d'une véritable autonomie fiscale et financière. Nous attendons donc de l'Etat qu'il assume ses 3 grandes fonctions régaliennes : protéger, instruire et soigner. Mais décentralisation veut aussi dire simplification. Stop aux normes en tous genres, arrêtez ce cercle vicieux qui épuise et décourage toute initiative locale. Cela implique une déconcentration qui donne plus de pouvoir aux préfets et aux services de l'Etat. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Mise à contribution des collectivités au redressement des comptes publics

Montants estimés des mesures par intercommunalité (1,4 milliard d'euros)



** Les mesures d'impact présentées sont des estimations. Elles ont été réalisées à partir d'hypothèses, sur la base des informations disponibles (2023) à la date de rédaction. Elles pourront donc faire l'objet d'évolution et de réajustements.*

Source: Intercommunalités de France • Créé avec Datawrapper

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Intercommunalités de France vient de dévoiler une série de données et de cartes interactives inédites, présentant les impacts de l'ensemble des dispositifs prévus dans le projet de loi de finances (PLF 2025) intercommunalité par intercommunalité, et commune par commune.

Pour un acte III de la décentralisation
Dominique Santoni a alors lancé un appel 'transpartisan' à tous les élus locaux pour un « Acte III de la Décentralisation » en signant une pétition. « La situation financière de la France agit comme un électrochoc chez beaucoup de Français. Elle doit servir à réaliser des changements majeurs dans l'organisation de notre pays, il y faudra du courage et de la détermination ». Cette pétition sera envoyée au Premier ministre.

> « A Bercy, ils nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'.
> Excusez du peu, une paille, 60 milliards ?
> Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? » »
>
> *Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur*

Venu de Marseille, le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, bien que macroniste, ne mâche pas ses mots : « Paris, ça suffit ! s'insurge-t-il lui aussi en reprenant la formule à Dominique Santoni. Surtout quand on entend qu'entre mars et juin dernier, le déficit s'est aggravé de 60 milliards supplémentaires. A Bercy, les Mozart de la Finance nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'. Excusez du peu, une paille, 60 milliards ? Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? »
Le président de la Région Sud admet qu'on va tous être impactés, car si le budget n'est pas voté, il n'y a plus de gouvernement, d'Etat. « En Provence-Alpes Côte d'Azur, si l'arbitrage est confirmé cela représentera un plan minceur de -120M€, -10%. C'est colossal. Nous allons devoir faire des choix, supprimer les doublons, mais ne pas toucher à l'aide aux communes, au budget agricole, on ne fermera pas de lycées. On ressent un sentiment ambivalent. D'abord, un abandon de l'Etat, une forme d'abattement, on est exaspérés. Mais en même temps, on veut défendre notre territoire. Notre démocratie doit fonctionner de la meilleure des façons possibles, grâce à vous tous, merci pour votre détermination et votre combat » a-t-il conclu sous des applaudissements nourris.

L'Etat a du mal à être audible
Enfin, c'est la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse qui a longuement pris la parole en dernier, pour faire la liste de l'action de l'Etat depuis novembre 2024 et l'arrivée d'un nouveau préfet qui a succédé à l'énergique Violaine Démaret. « Nous devons partager nos efforts de façon solidaire, il ne s'agit pas d'un désengagement de l'Etat » a-t-elle résumé. Et les maires qui ont demandé le micro pour s'exprimer, on tous déclaré qu'ils avaient demandé un rendez-vous au préfet depuis son arrivée de Mayotte en février dernier et qu'ils ne l'ont toujours pas rencontré.

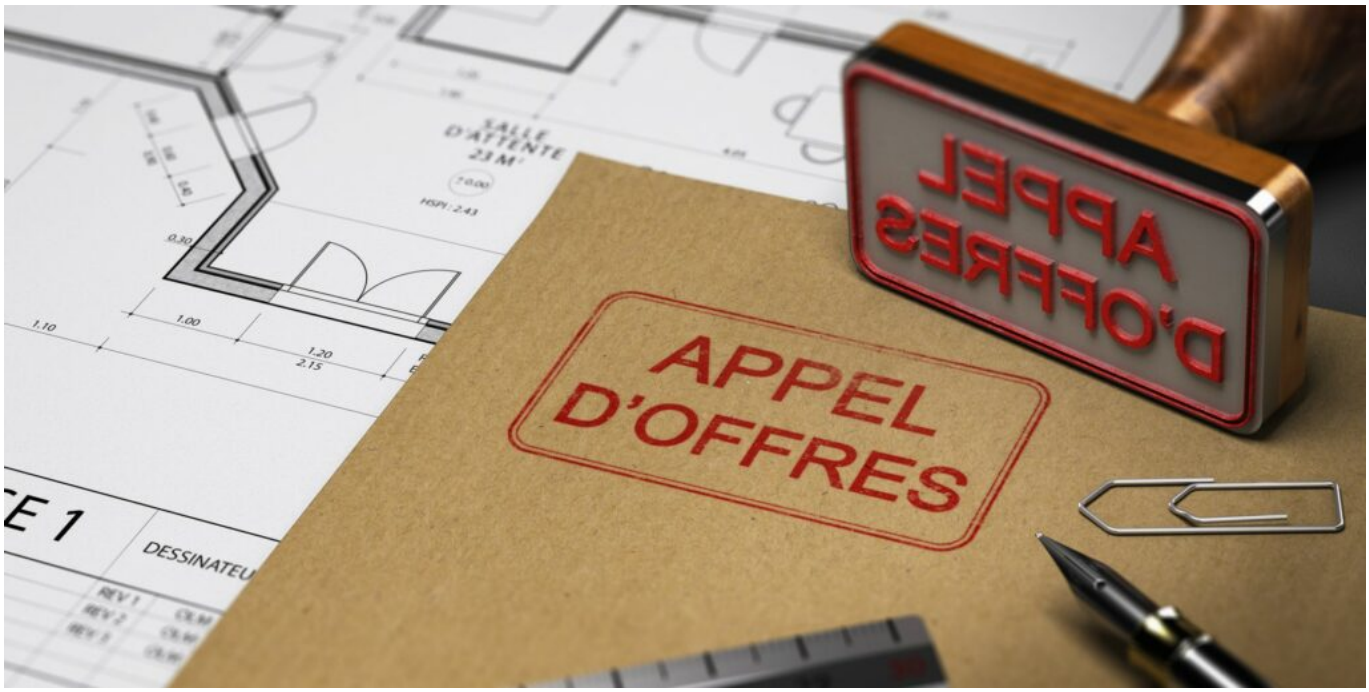
Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026



©AB/l'Echo du Mardi

Commande publique : les conseils de l'État en Vaucluse



Offres inacceptables, Règlement intérieur, DDPP… En matière de commande publique, les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

services de l'État rappellent quelques grands principes ainsi que certains points de jurisprudence.

Pour débuter, la préfecture de Vaucluse évoque la jurisprudence concernant les offres inacceptables : « L'article L.2152-1 du code de la commande publique impose d'éliminer les offres inacceptables définie par l'article L.2152-3 comme celles dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché établi avant le lancement de la procédure. Le conseil d'État est venu préciser dans un arrêt du 12 juin 2024 – Société Actor France (n°475214) que le pouvoir adjudicateur ne peut écarter comme inacceptable une offre au motif qu'elle excède le budget alloué au marché, qu'à la condition que le montant de celui-ci ait été porté à la connaissance des candidats. »

Commission d'appel d'offres et règlement intérieur

« Les règles de fonctionnement de la CAO (Commission d'appel d'offre) n'étant plus codifiées, si ce n'est pour les informations relatives au quorum, à la vidéo conférence et aux personnes à voix consultative, il est fortement recommandé à toutes les collectivités d'adopter un règlement intérieur pour prévoir les modalités de fonctionnement de cette commission, rappelle la préfecture de Vaucluse dans sa lettre de novembre adressée aux collectivités territoriales en Vaucluse. Modalités de remplacement de membres, règles de consultation, des pièces avant la commission, modalités de convention des titulaires et suppléants… Plus vous anticipez l'organisation en amont par l'adoption de ce règlement, moins vous vous posez de questions le jour où un évènement survient. »

La DDPP : l'allié de vos CAO

Enfin, les services de l'État en Vaucluse précisent que « le service de la concurrence de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP) veille à l'exercice d'une concurrence loyale dans l'accès à la commande publique.»

A ce titre, elle surveille le comportement des entreprises pour identifier et faire échec aux pratiques anticoncurrentielles et assiste les acheteurs publics dans le choix de leurs stratégies d'achat favorables à la concurrence. Lors des commissions d'appel d'offres (cf. art. L 1411-5 du CGCT), sa présence peut aussi aider a une meilleure détection des pratiques délictueuses en matière d'entente entre les opérateurs.

« Une relation privilégiée avec son représentant peut vous permettre d'échanger sur les bonnes pratiques de l'achat, renfoncer votre culture 'concurrence' et, le cas échéant, déceler des indices de pratiques anticoncurrentielles lors de la présentation du rapport d'analyse des offres », expliquent les services de la préfecture 84 qui rajoutent « N'hésitez pas à prendre contact directement avec la DDPP 84 (ddpp-ccrf@vaucluse.gouv.fr) pour toute question ou anomalie relative à la concurrence dans l'achat public.»

L.G.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches



Plénière du Conseil départemental de Vaucluse : c'est l'Etat qui a cramé la caisse et c'est au 5e département le plus pauvre de métropole de trinquer. La pilule a vraiment du mal à passer pour sa présidente.

En prologue à la séance de ce vendredi, calmement, la présidente Dominique Santoni a pris la parole. « Je suis d'accord, comme une majorité de Français, pour dire qu'il faut arrêter la dérive des finances publiques et les déficits cumulés de l'Etat. Et parce que la situation est grave, je ne suis pas choquée – a priori – que l'on demande à tout le monde, y compris aux collectivités locales d'y prendre part, même si elles sont loin d'être responsables de cette situation ».

Dette depuis 2016 : Etat +68%, Département de Vaucluse -24%

Après cette entrée en matière pianissimo, le ton est monté d'un cran. « Je voudrais quand même vous

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

rappeler 2 chiffres : début 2016, la dette publique nationale était de près de 1 950Mds€, elle est passée à 3 200Mds€ en 2024, soit +63% en 8 ans. En Vaucluse, parallèlement, sur cette même période, notre dette est passée de 211M€ en 2016 à 160M€ en 2024, soit un très net recul de -24% ».

Donc, Dominique Santoni a insisté mezza voce : « Ce n'est donc pas le Vaucluse qui a contribué au gonflement de cette dette abyssale, bien au contraire. D'ailleurs, nous avons collectivement fait un vrai effort de désendettement. Et chacun sait que les collectivités locales, contrairement à l'Etat, ne peuvent pas emprunter pour financer leur fonctionnement, elles doivent absolument chaque année de la mandature, présenter un budget en équilibre ».

C'est alors que la Présidente de l'exécutif vauclusien reprend d'une voix ferme la fameuse exclamation de la présidente de la Région Ile-de-France, Valérie Pécresse : « C'est l'Etat qui a cramé la caisse ». Et elle cite plusieurs exemples qui tendent à prouver que le Vaucluse a déjà largement contribué au désendettement de l'Etat. « Lui, qui n'a jamais cessé de nous transmettre des charges nouvelles en ne compensant jamais ou pas intégralement ces transferts. Pour la seule année 2023, dans le cadre du Ségur de la Santé +6,6M€ sans compensation, pour l'autonomie +3,4M€, pour l'enfance +2M€. Dans ces seuls 3 secteurs, l'Etat s'est déchargé sur nous de 12M€. »

Selon Intercommunalités de France, (voir carte ci-dessus) la contribution imposée au Département de Vaucluse sur son budget 2025 serait de 13,4M€. Elle s'élèverait à 51M€ pour les Bouchez-du-Rhône, 27,2M€ pour les Alpes-Maritimes, 25,4M€ pour le Var, 5M€ pour les Alpes-de-Hautes Provence, 4,6M€ pour les Hautes-Alpes et… 0€ pour le Gard.

Puis, fortissimo, Dominique Santoni révèle, « Même s'il est trop tôt pour mesurer l'impact en 2025 du PLF (Projet de loi de finances), il circule une liste de 20 départements considérés comme les plus fragiles de France qui pourraient a priori être exonérés de cette ponction de 2%. Or le Vaucluse n'y figure pas. Je vais donc écrire au 1er Ministre Michel Barnier et à la Ministre du Partenariat entre les Territoires et de la Décentralisation, Catherine Vautrin pour savoir quels critères ont présidé à l'élaboration de cette liste. Ce qui paraît pour le moins curieux puisque, depuis des années, l'Etat nous explique que le Vaucluse est le 5e département métropolitain le plus de pauvre de France. Or je me bats, et nous nous battons tous ensemble, pour rendre son attractivité à ce territoire, pour y créer des emplois et pour qu'on arrête de lui coller à la peau cette étiquette péjorative. Et ne voilà-t-il pas, quand il s'agit d'exempter d'impositions nouvelles les 20 départements les plus fragiles, comme nos voisins du Gard, de l'Hérault et de l'Aude, qui ont un taux de pauvreté comparables ou inférieurs au nôtre, que le Vaucluse, lui, n'apparaît pas. »

> « Je trouverai cela particulièrement injuste si les fourmis étaient pénalisées et les cigales exemptées. »
>
> *Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse*

Le ton de Dominique Santoni monte crescendo : « De deux choses l'une. Soit notre département n'est plus classé parmi les 20 départements les plus pauvres et que l'Etat le dise. Soit, avec son taux de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

pauvreté en tous points comparable à nos voisins d'Occitanie, le Vaucluse n'est plus considéré comme fragile parce que nous avons fait davantage d'efforts pour maîtriser nos dépenses que nos voisins d'Outre-Rhône. Mais, je trouverai cela particulièrement injuste, si dans la contribution que l'Etat s'apprête à demander aux collectivités locales, les fourmis étaient pénalisées et les cigales exemptées. Ce serait décidément une bien mauvaise fable. Je vais donc écrire dans ce sens au chef du gouvernement et je demande ici, à nos parlementaires, de veiller particulièrement à ce sujet lors du débat budgétaire qui s'ouvre. »

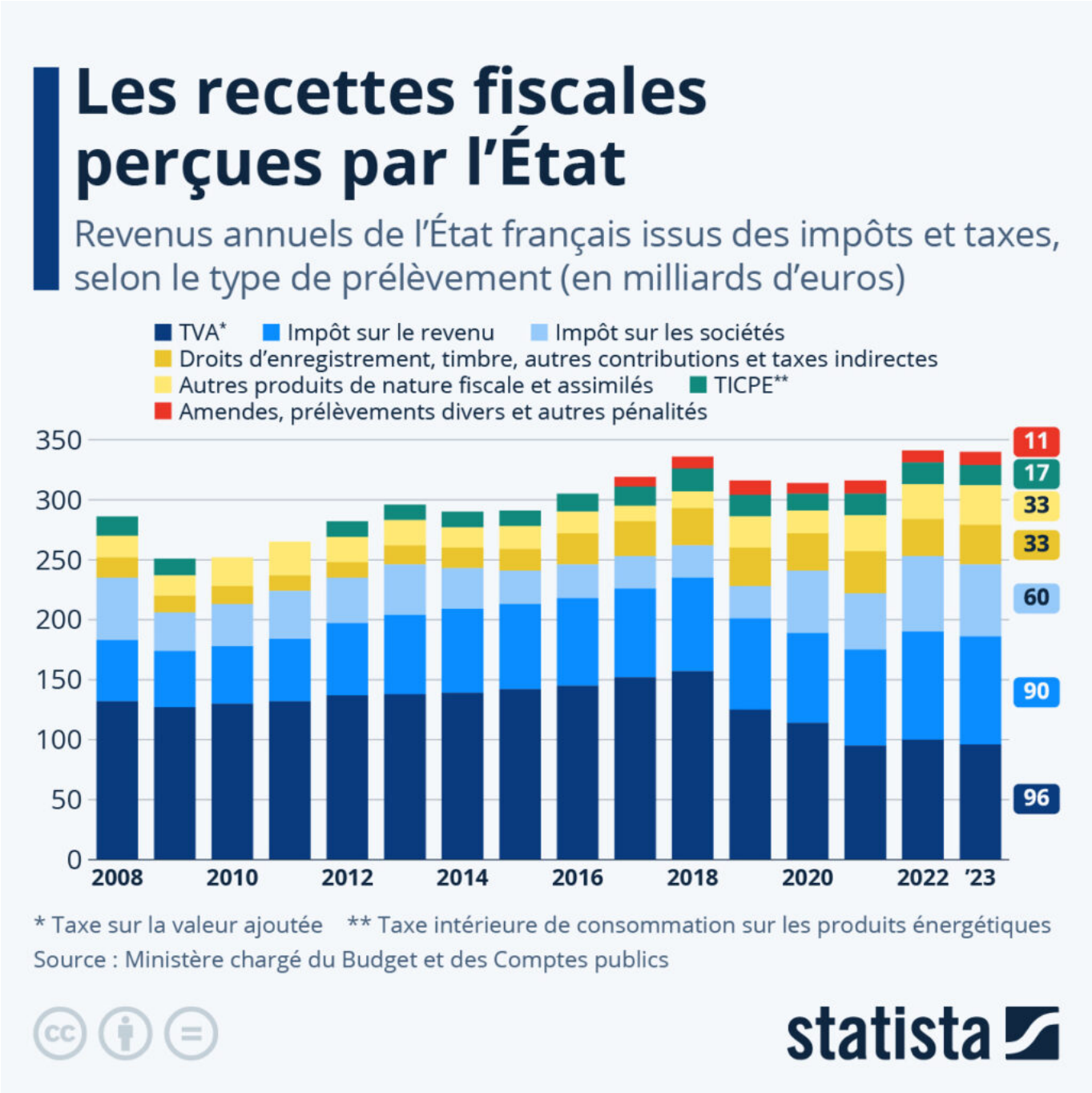
Département de Vaucluse : 35 délibérations au sommaire de la séance plénière d'octobre

---

Quelles sont les principales recettes fiscales perçues par l'État?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026



Dans son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale mardi 1er octobre, le nouveau Premier ministre Michel Barnier a détaillé les chantiers prioritaires de son gouvernement. Il a notamment donné des indications concernant le prochain budget de l'État et assuré que les grandes entreprises et les ménages les plus aisés seraient mis à contribution pour redresser les comptes publics. Les pistes envisagées par le gouvernement pourraient être une surtaxe d'impôt sur les sociétés pour les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

grands groupes et une hausse de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus.

Quelles sont les principales recettes fiscales actuellement perçues par l'État ? Comme le détaille notre infographie basée sur les données du ministère chargé du Budget et des Comptes publics, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés sont les trois plus importantes sources de recettes fiscales pour l'État français, ayant rapporté respectivement 96, 90 et 60 milliards d'euros en 2023. Ensemble, ces trois catégories de prélèvement ont représenté près de trois quarts (72 %) des recettes fiscales nettes l'an dernier. Outre les impôts directs, la contribution des taxes et impôts indirects, comme les droits d'enregistrement, les droits de timbre et la taxe sur les salaires, est également significative. Cette source de revenus a en effet rapporté 33 milliards d'euros à l'État en 2023, soit près de 10 % des recettes fiscales nettes.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les trois enveloppes

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026



C'est l'histoire d'un chef d'entreprise qui vient de se faire limoger par son conseil d'administration. Il lui est reproché de ne pas avoir tenu ses objectifs et surtout d'avoir creusé de manière importante l'endettement de la société. La veille de quitter la société il rencontre son successeur et lui confie trois enveloppes. Il lui précise que la première sera à ouvrir juste avant l'assemblée générale de sa première année de mandat. La deuxième au terme de sa deuxième année et la troisième au terme de sa troisième année.

Un an après l'arrivée du nouveau patron, les comptes de la société ne se sont malheureusement pas améliorés. La veille de l'assemblée générale devant clôturer l'exercice, le nouveau directeur ouvre la première enveloppe. A l'intérieur un mot avec cette mention : « t'as qu'à dire que c'est l'héritage da la précédente direction ». Il présente cette excuse devant les actionnaires et il est reconduit. La deuxième année les comptes de la société sont toujours dans le rouge et l'endettement s'est encore creusé. Le DG ouvre la deuxième enveloppe. Il y trouve le mot suivant : « t'as qu'à dire que la conjoncture s'est détériorée ». Il présente de nouveau cette excuse et l'assemblée des actionnaires l'accepte de nouveau. Au terme de la troisième année la situation de l'entreprise ne s'est toujours pas améliorée. La vielle de l'assemblée le chef d'entreprise ouvre la troisième enveloppe et il y trouve cette phrase : « Prépares trois enveloppes ! »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Il n’y a pas de vrais responsables à la situation financière du pays

Cette blagounette c’est un peu celle de la France aujourd’hui. Il n’y a pas de vrais responsables à la situation financière du pays. C’est l’héritage des précédents quinquennats et c’est la faute à la crise économique, au Covid, à la guerre en Ukraine… etc.. Et ensuite on repasse la patate chaude aux suivants, sans vraiment penser à changer les choses. Après moi le déluge en quelque sorte. Cette question pose en définitive celle de la responsabilité des décisions et des choix effectués par nos élus devant la nation. Est-ce acceptable qu’ils ne soient que comptable et pas tenu responsable de leurs choix ? La seule sanction des urnes suffit-elle ?

Prière de ne pas rire SVP

Imaginons un instant qu’un chef d’entreprise se trouve avec la société qu’il dirige dans une situation financière comparable à celle de notre beau pays. Soit, il est révoqué dans l’heure par son conseil d’administration, soit c’est la case tribunal de commerce. Avec une interdiction de gestion pour quelques années. Mais en ce qui concerne les patrons de la start-up nation rien. Nada. Même pire, le ministre de l’économie et des finances démissionnaire va donner des cours d’économie dans une université Suisse. Prière de ne pas rire SVP.